

divulgations ultérieures, pouvait seulement être mise au jour grâce aux dossiers dont nous parlons?

**L'hon. M. Robichaud:** Je désire m'expliquer sur un fait personnel, monsieur l'Orateur. Le député a essayé, hier soir, de porter une accusation semblable que j'ai niée personnellement. Encore une fois, je lui demanderais d'apporter des preuves à l'appui.

**L'hon. M. Starr:** Vous niez tous tout.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, je dirai tout d'abord que je souscris à la déclaration que le premier ministre (M. Pearson) a faite concernant le Parlement, au début de ses remarques. Il a fait observer qu'on juge le Parlement partout, qu'on le critique vivement, que cela n'a rien de nouveau, que nous entendons de telles critiques au Canada et qu'au cours des récents mois, il n'y a guère de journaux au Royaume-Uni qui n'aient pas blâmé le Parlement.

C'est un parti que l'on a pris. C'est devenu une coutume. Il en est ainsi depuis des années. On a toujours condamné le Parlement, mais, fait assez étrange, ce dernier ne s'en est pas moins acquitté de sa mission au cours des deux grandes guerres mondiales et a sauvegardé la liberté. (*Applaudissements*)

Ceux qui voudraient le transformer et modifier sa mission, ceux qui réclament éternellement sa réforme, oublient ses fonctions et ne se rendent pas compte que si des arguments forts sont invoqués pendant un débat, nous reconnaissons tous que nos adversaires politiques sont des personnes qui cherchent à faire de leur mieux pour leur pays, et que nous n'avons pas recours à la police secrète pour saper et ruiner la réputation de nos collègues. (*Applaudissements*)

J'ai sous les yeux un exemplaire du *Daily Mail*. Je vais citer seulement quelques lignes extraites d'un article coiffé du titre «Réformez-la maintenant, la Chambre de la décadence et de l'incompétence dont la mauvaise réputation est parfaitement justifiée.» Voici un passage de l'article:

La Chambre des communes est aujourd'hui dans un état d'incompétence et de décadence et sa mauvaise réputation est parfaitement justifiée; la situation est pire qu'aux jours les plus sombres du règne de George III.

L'article se poursuit en disant que le Parlement—celui de Westminster—baisse d'année en année dans l'estime des gens. Je n'en crois rien. Je ne pourrais être plus d'accord avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) que lorsqu'il a parlé hier soir.

Fort de ses nombreuses années d'expérience et éloigné maintenant de la politique (*Exclamations*)... il a pu parler du Parlement de façon objective, d'une manière qui laissait sous-entendre qu'il n'a pas l'oreille du premier ministre, car les choses qui ont été faites ne peuvent être tournées en ridicule.

Le premier ministre a eu recours à une vieille histoire concernant la vérité. On l'a fait à maintes reprises, surtout au sein de conseils de comté. Je suis heureux que le premier ministre ait jugé nécessaire de ressusciter cette histoire. Nous voulons connaître la vérité. En l'écoutant aujourd'hui, je n'ai pu m'empêcher de me rappeler le jour mémorable d'avril 1963, où il a déclaré que nous étions à l'aube d'une époque qui stimulerait les audacieux, éprouverait les forts et encouragerait les timides. Rien de tel dans son discours d'aujourd'hui, qui n'était qu'une apologie, en somme une confession pour éluder les responsabilités. En somme, il a accusé le commissaire de la Gendarmerie royale en déclarant que son témoignage était faux.

**Le très hon. M. Pearson:** Pas exact.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je tiens à me faire bien comprendre là-dessus et je vais en citer des extraits.

**Le très hon. M. Pearson:** Pas exact.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je ne vais pas généraliser. Je vais citer des extraits.

● (4.20 p.m.)

Monsieur l'Orateur, j'aurais pensé qu'il se serait levé et aurait dit—il n'aurait pu le faire, cependant—ma foi, tous, tant que nous sommes, au cours de notre vie, sous l'impulsion du moment, nous agissons contrairement à notre vraie nature. Comme une révélation en quelque sorte, les témoignages présentés devant cette commission dénotent que ce qui a été fait, en dépit de tout ce qu'on pourrait dire pour montrer le ridicule et le caractère méprisant de la situation, l'a été, après réflexion et préméditation, pour anéantir les adversaires politiques, et l'a été par le premier ministre même qui parle de la nouvelle politique.

**Une voix:** Nouvelle, et comment!

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il a agi ainsi pour se servir des renseignements obtenus comme d'un bâton; c'est ce qu'il voulait. Il n'a cessé d'approuver le ministre de la Justice (M. Cardin), à deux reprises, notamment lors de déclarations tout à fait irresponsables du ministre de la Justice en mars